Burundi : Arrestation de présumés commanditaires du putsch militaire de 1993

PANA,Â 24 novembre 2018 Burundi : de nouveaux dÃ©veloppements attendus dans le dossier de l'assassinat du prÃ©sident Ndadaye Bujumbura, Burundi - Quatre prÃ©sumÃ©s commanditaires du putsch militaire de 1993 qui a emportÃ© la vie du premier prÃ©sident Ã©lu de lâ€™Ã¨re pluraliste au Burundi, Melchior Ndadaye, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s samedi Ã Bujumbu que dâ€™autres sont encore recherchÃ©s, a annoncÃ©, dans un bref point de presse, le Procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©public Sylvestre Nyandwi (photo), 25 ans aprÃ¨s les faits qui ont surpris et partagÃ© lâ€™opinion.

La tentative de putsch manquÃ©e a Ã©tÃ© orchestrÃ©e contre le premier prÃ©sident issu de la majoritÃ© ethnique des Hutu des militaires de lâ€™armÃ©e burundaise, dominÃ©e Ã lâ€™Ã©poque par la minoritÃ© Tutsi. La guerre civile Ã caractÃ¨re et suivi le putsch a fait au moins 300.000 morts et poussÃ© en exil Ã lâ€™intÃ©rieur et Ã lâ€™extÃ©rieur plus dâ€™un million dâ selon les estimations des Nations unies. Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique sâ€™est toutefois appesanti sur le coup dâ€™Etat militaire dont Â«lâ€™opinion, tant nationale quâ€™internationale, nâ€™a cessÃ© de rÃ©clamer que les auteurs de c traduits en justice et punis conformÃ©ment Ã la loi Â». Â« MÃªme si des poursuites ont Ã©tÃ© engagÃ©es contre certaines personnes impliquÃ©es dans ce crime, il est avÃ©rÃ© que câ€™Ã©taient des exÃ©cutants et le procÃ¨s reste toujours pendant Cour suprÃªme Â», a-t-il poursuivi. La mÃªme source a rappelÃ© que Â« le pourvoi en cassation contre un arrÃªt qui avait Ã©tÃ rendu relativement Ã ces faits, est restÃ© jusquâ€™ici sans rÃ©ponse et le ministÃ¨re public rÃ©itÃ¨re sa demande pour que la Cour suprÃªme vide sa saisineÂ». En outre, Â« comme le ministÃ¨re public a pris connaissance des personnes qui seraient impliquÃ©es dans ce coup et qui nâ€™ont pas Ã©tÃ© poursuivies, nous avons dÃ©cidÃ© dâ€™ouvrir un dossier Ã leu quatre dâ€™entre elles ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es ce matin du 24 novembre 2018 pour raisons dâ€™enquÃªte, tandis que dâ€™au encore recherchÃ©es Â», a-t-il indiquÃ©, sans plus de prÃ©cisions sur lâ€™identitÃ© des prÃ©venus Â«par respect de lâ€™ins Les rÃ©seaux sociaux et des proches des prÃ©venus ont fait Ã©tat dâ€™un gÃ©nÃ©ral et de trois colonels des ex-forces armÃ burundaises (Ex-FAB), tous Ã la retraite, qui ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s par la police, samedi, Ã leurs domiciles. Â« Quand les enquÃªtes seront terminÃ©es, le dossier sera fixÃ© devant la juridiction compÃ©tente pour jugement afin quâ€™aucun Burunda ou Ã©tranger rÃ©sidant au Burundi ne puisse commettre un crime dans lâ€™impunitÃ© Â», a dÃ©clarÃ© le procureur gÃ©nÃ© rÃ©publique. Â Â«Nous assurons aux prÃ©venus arrÃªtÃ©s que les garanties de procÃ¨s Ã©quitables leur seront offertes, notamment le droit Ã la dÃ©fenseÂ», sâ€™est-t-il engagÃ©, avant de lancer un appel Ã toute personne qui dÃ©tient une inform sur cet assassinat de la confier au parquet gÃ©nÃ©ral Â«pour que la vÃ©ritÃ© Ã©clate au grand jour et que justice soit faiteÂ». rÃ©ouverture de cette enquÃªte intervient au lendemain de la mise en place dâ€™une nouvelle Commission pour la vÃ©ritÃ© e rÃ©conciliation (CVR) chargÃ©e dâ€™enquÃªter et dâ€™Ã©tablir les responsabilitÃ©s sur les diffÃ©rents crimes qui ont endeu Burundi depuis lâ€™Ã©poque coloniale (1865 Ã 1961) Ã la date de la fin de la belligÃ©rance dans la guerre civile de 1993 Ã 2

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});